



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Forum des Nations Unies sur le suivi du financement
pour le développement**

22 au 25 mai 2017

New York

**Discours de Monsieur Modeste RANDRIANARIVONY,
Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères**

DEBAT GENERAL

Salle du Conseil de Tutelle, Nations Unies

Date d'intervention : 22 mai 2017

Monsieur le Président,

Excellences,

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais me joindre à mes préopinants pour vous féliciter Monsieur le Président, au nom du Gouvernement malagasy et au nom de Madame Béatrice Atallah, Ministre des Affaires Etrangères, pour l'initiative de ce Forum.

En ce début de mon intervention, je voudrais souligner que Madagascar s'aligne sur les déclarations respectives du Groupe des 77 et la Chine et celle des Pays les Moins Avancés.

Monsieur le Président,

Madagascar ne peut que se réjouir de cette rencontre qui illustre la volonté de tous les acteurs de développement de concrétiser à temps et ensemble les cadres mondiaux sur le financement du développement.

Au niveau national, Madagascar connaît le contexte de la diminution progressive et menaçante de l'Aide publique au développement notamment de la part des partenaires bilatéraux, des coopérations décentralisées et des organisations internationales non-gouvernementales. En effet, force est d'admettre que seuls les financements multilatéraux ont accusé une augmentation, évaluée à 21% pour 2014 selon notre rapport national sur la coopération au développement. Une autre réalité révèle par ailleurs que le volume de décaissement par habitant affiche les 25%, ce qui est largement inférieur comparé aux autres pays de même statut que Madagascar.

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre Plan National de Développement et de son financement, Madagascar a conçu une stratégie de réformes et un programme d'investissements favorisant les secteurs générateurs d'emplois et de revenus. Cette stratégie a été présentée durant la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs pour Madagascar tenue en décembre 2016 à Paris et à l'issue de laquelle des annonces de financement ont été émises. Il me plait de dire qu'une partie de ces financements ont été déjà débloquée.

Pour sa part, le Gouvernement malagasy entend œuvrer pour mobiliser ses ressources nationales par des politiques sectorielles et des réformes institutionnelles qui devraient dynamiser l'épargne, la part de la diaspora malagasy dans le développement national, les investissements et le partenariat public-privé.

De plus, il sied mentionner qu'avec le Système des Nations Unies et l'outil de coordination « Unis dans l'Action » (*Delivery As One*), Madagascar bénéficie d'une démarche cohérente qui permet au système national de suivi et d'évaluation de faire émerger les secteurs prioritaires en secteurs de coopération.

Monsieur le Président,

Malgré cette volonté commune, la réalité locale et le calendrier à l'échelle mondiale de l'Agenda 2030 pour le développement durable amène Madagascar à fournir – plus que les autres pays – davantage d'actions, à déployer un surplus d'efforts qui sont considérablement handicapés par les contextes socio-politiques, naturels et climatiques qui influent sur ses moyens actuels.

C'est pour cela que Madagascar en appelle à la fédération des atouts et des potentialités de toutes les parties prenantes, à asseoir les engagements mutuels sur un socle de partenariats loyaux, à mieux exploiter et à optimiser les coopérations existantes. Et nous comptons à ce titre sur l'élan commun de la communauté internationale, tel que nous le constatons ce jour, pour faire des cadres globaux, dont le Plan d'Action d'Addis-Abeba, le levier qui permettra à notre pays d'achever à temps et avec les Etats membres le calendrier mondial du développement.

Je vous remercie de votre attention.
